

GUATEMALA:

Les massacres continuent

Il devient de plus en plus apparent que le coup d'Etat du général Rios Montt, le 23 mars 1982, renversant la junte militaire du général Lucas, n'a finalement été que le remplacement d'une dictature militaire par une autre. Le gouvernement précédent, dont le candidat venait de remporter le semblant d'élections, était par trop corrompu et discrédité, surtout à l'étranger, y compris aux Etats-Unis, pour que l'extrême-droite le garde encore au pouvoir. En critiquant l'incapacité de leurs prédécesseurs d'en finir avec la répression et d'imposer des réformes sociales, les nouveaux dirigeants (1) ont voulu se donner une image de modérés, et ils ont effectivement réussi à obtenir ainsi un soutien accru des Etats-Unis. Mais une fois dépassée la phase des belles déclarations d'intentions la répression violente contre l'opposition de plus en plus unie et déterminée a repris de plus belle.

En témoigne un communiqué de presse signé par la section suisse de Pax Christi, l'Association Internationale contre la Torture et la Ligue suisse des Droits de l'homme, reçu à notre rédaction le 20 octobre 1982. Les organisations s'y portent garantes du bien-fondé du message suivant venant du Guatemala:

"Selon des témoins, 5 000 (cinq mille) paysans indigènes, de l'ethnie cakchiquele, dans la commune de San Martin Chilotepeque, département de Chimaltenango, Guatemala, sont encerclés par des forces combinées de l'armée et de la police du Gouvernement du Général Efraim Rios Montt, qui leur ont donné un délai de 48 heures (qui vient à échéance le mercredi 20 octobre), les obligeant à se rendre et à accuser la guérilla d'avoir commis les massacres perpétrés dans les zones rurales du Guatemala, en particulier le massacre de 300 paysans dans ce même département survenu le 5 octobre!

Et les organisations suisses d'ajouter:

Cet événement ne constitue malheureusement pas un fait isolé au Guatemala. Depuis la prise de pouvoir par le Général Rios Montt, le 23 mars 1982, les forces armées et les groupes para-militaires d'extrême-droite procèdent à de nombreuses opérations contre la population des zones rurales. Tout se fait sous le couvert d'une information trompeuse au sujet d'une politique de paix et de libéralisation dans le pays. En fait, jamais la répression au Guatemala n'a fait autant de victimes. Ainsi, depuis la fin mars, plus de 8 500 (huit-mille-cinq-cents) paysans (vieillards, femmes, enfants) ont été assassinés. Nos organisations possèdent les listes de toutes ces victimes. Par ailleurs, du 23 mars au 16 mai, 39 villages ont été pris d'assaut par les forces armées, et alors qu'aucune présence de la guérilla n'était signalée, ces villages ont été rayés de la carte."

Ces informations ont trouvé un écho assez large dans la presse internationale (même au L.W.), de sorte que le gouvernement guatémaltèque a fait imprimer (à ses frais) un communiqué dans certains de ces journaux pour expliquer à sa façon le rassemblement de 5 000 paysans à San Martin Jilotepeque: En effet, selon lui, "ces paysans (...) ont fui la guérilla et se sont livrés volontaire-



Le Monde 14-15/9/1980

ment au gouvernement; en conséquence et conformément aux normes de respect des droits de l'homme et de la liberté individuelle, il leur a été assuré sécurité, aliments, toit et travail.

Leur rassemblement en un seul endroit s'est avéré nécessaire pour réaliser, avec assistance de la Croix-Rouge, une campagne médicale pour les soigner des diverses maladies contractées alors qu'ils erraient dans les montagnes, sous-alimentés et manquant d'un minimum de conditions d'hygiène. Après avoir reçu les soins requis et, selon leur état de santé, ces paysans sont dirigés sur des centres d'assistance ou retournent à leurs villages pacifiés."

Et le gouvernement finit en invitant toutes organisations et personnes de bonne volonté de venir constater sur place "la fausseté des accusations calomnieuses et les contre-vérités formulées à l'égard du gouvernement actuel". Les informations émaneraient bien sûr d'"institutions collaborant avec la guérilla pour déstabiliser un pays de plus en Amérique Latine." (2)

Or, voici que le 11 novembre 1982 "forum" reçoit un nouveau communiqué de presse de la section suisse de Pax Christi. Il en ressort que Monsieur Adrien-Claude Zöller, président de la section, qui devrait faire partie d'une mission d'enquête au Guatemala des Eglises nord-américaines et européennes, a été déclaré "persona non grata" par le gouvernement. M. A.-Cl. Zöller était en effet particulièrement bien désigné pour faire partie de cette mission, puisqu'il avait déjà participé à celle de Pax Christi International en 1981 (et à ce titre il avait séjourné le 19 avril 1982 à Luxembourg pour présenter avec Mgr. Luigi Bettazzi les rapports issus de ce voyage d'enquête). Face à ces faits le communiqué conclue: PAX CHRISTI estime que si les autorités militaires guatémaltèques n'avaient rien à se reprocher elles n'auraient pas ressenti le besoin de limiter à ce point les possibilités d'enquête au Guatemala. Un tel incident illustre, si besoin est, la sincérité du Gouvernement guatémaltèque et le peu de crédibilité qu'il convient d'accorder aux déclarations de "bonnes intentions" du Général Rios Montt. PAX CHRISTI vient de recevoir des informa-

tions dignes de foi selon lesquelles 200 cadavres viennent d'être découverts dans les environs de San Martin Jinotepeque. Que va-t-il advenir des milliers de survivants encerclés par l'armée?" L'intéressé lui-même ajoute une note d'encouragement: "Les difficultés que nous avons eues à préparer cette mission d'enquête sur les massacres dans les zones rurales portent aussi un germe d'espoir: si notre action en faveur du respect des Droits fondamentaux du peuple guatémaltèque n'avait pas eu d'effets et n'avait pas constitué un obstacle à la politique d'ethnocide du Gouvernement guatémaltèque, celui-ci n'aurait jamais pris le risque de se discréditer en empêchant ma participation et celle de l'expert américain à la délégation des Eglises."

Tous nos lecteurs sont donc une fois de plus invité(s) à continuer leur engagement en faveur des Droits de l'Homme, p. ex. en participant aux actions de lettres d'Amnesty International". Elles sont certainement plus efficaces que de s'interroger sur leur efficacité en croisant les bras. (3)

m.p.

(1) A propos des personnes composant le nouveau gouvernement: voir CJN 239/mai 1982, pp. 27s.;

Mario Rios-Montt, Bischof von Guatemala, Bruder des Regierungschefs General **Efraim Rios-Montt** ist nach Costa Rica ins Exil gegangen. Als Grund der Ausreise wurden Morddrohungen angegeben. Der General führt nach Ansicht seines bischöflichen Bruders „ständig Gott im Mund“ und plant auf der anderen Seite „immer neue Massaker“. Bischof Montt, der wegen seines Einsatzes für die Verfolgten Indianer bekannt geworden ist, ist der zweite Bischof aus Guatemala, der im Exil lebt. Der Präsident der Bischofskonferenz des Landes, Bischof **Juan Gerardi Condera**, lebt ebenfalls in Costa Rica.

Publik-Forum 23/1982

sur les dessous du coup d'Etat et l'histoire récente du Guatemala: Le Monde diplomatique, mai 1982, p.9.

(2) Voir le Monde, 3 et 11.11.1982.

(3) Voir aussi: Guatemala - Die Republik der Killer, in: "forum", No 48/23.5.1981, pp.24-28 (concerne e.a. la position de l'Eglise)